

Gauche, Droite, Pouvoir et Trahison

Je lisais il y a quelques jours une critique très négative¹ du dernier livre de Jean-Claude Michéa². Je n'ai pas lu le livre en question, mais dans un de ses ouvrages précédents, j'avais trouvé la différenciation très claire entre parler d'« emploi » ou de « métier », différence sur laquelle il insistait et dont les conséquences sociales sont importantes. Et j'ai donc, ne serait-ce que pour cette raison minuscule (il m'a aidé à penser !) une certaine gratitude et un *a priori* positif pour l'auteur. Cela ne m'empêche nullement de ne pas me sentir obligé à une loyauté aveugle, à une admiration inconditionnelle et à un partage systématique de toutes ses idées.

A travers la critique qui est faite de son ouvrage, par contre un ensemble de croyances se dévoile. Par exemple on voit bien que traiter quelqu'un de « réactionnaire », c'est le condamner totalement, et donc se condamner aussi à refuser tout dialogue avec un tel personnage. « Réactionnaire » est synonyme de « droite », ce qui signifie visiblement « préfacho », et même, anticipons sur l'inévitable dérive « hitlérien, nazi ». Cette pensée à peine souterraine ressurgit dans l'idée que cette littérature fait nécessairement le jeu de l'extrême droite et donc aussi du capitalisme.

La Gauche Pure

Ainsi ces critiques apparaissent bien comme un mélange d'arguments rationnels et de préjugés anticipateurs aveuglés par eux-mêmes. Même elles sont exprimées à partir d'un point de vue élevé, de Gauche bien sûr, mais attention, de la Vraie Gauche, la Pure. Rien à voir avec tout ce qui, hier et aujourd'hui, s'est réclamé de la gauche, a été fait au nom de la gauche. Non, là, on nous parle d'un monde plein d'humanité, qui pense bien sûr que ni Staline, ni Mao, ni Pol Pot, ni Castro, ni Kim Jong Il ou Un, ni le PCF, ni le PS... n'ont été, et ne sont « vraiment » de gauche.

Ce qui ne manque pas d'ironie c'est que d'ordinaire ce sont ces mêmes critiques qui se réclament de la « déconstruction », dont on sait qu'elle a une forte tendance à nier l'idée même de vérité, et qui là elles se réclament d'une « vraie » pensée de la « vraie » gauche. Et elles rejettent l'attachement au passé (réac, et inutile nostalgie « de droite »), tout en se réclamant d'une vraie « tradition de gauche », historiquement fondée sur la révolution française (à ses débuts, parce qu'une fois Robespierre guillotiné, la révolution est devenue « bourgeoise », donc ratée). On peut lui appliquer la phrase de Péguy à propos du Kantisme, cette gauche « *a les mains pures, mais elle n'a pas de mains* ». Et elle oublie qu'elle a les pieds dans le sang des goulags, des épurations, des génocides, ce qui n'a pas grand chose à envier aux pires excès de l'impérialisme, du capitalisme et des dictatures fascistes.

Il aura fallu plus de soixante dix ans pour que les français expriment franchement leur ras le bol du petit jeu d'une gauche et d'une droite qui se sabotent mutuellement à tour de rôle, au détriment de l'intérêt commun, l'une et l'autre trop préoccupées à rester au pouvoir et/ou à nuire à leurs adversaires, même si parfois ces derniers représentaient 49 % de la population. Trois cohabitations forcées par les urnes³ n'ont pas été comprises comme ce qui semble évident : une pression pour obliger droite et gauche à travailler ensemble plutôt que de s'empêcher de réussir quoi que ce soit. Un message clair court-circuité par le rapprochement tactique des élections présidentielles et législatives, bonne expression de la surdité de nos « élites » politiques.

Et Macron dans tout ça ?

Emmanuel Macron a semble-t-il entendu cela et le succès rencontré qui surprend tant les commentateurs spécialisés et les sondeurs-boule-de-cristal m'apparaît comme

l'expression assez simple de ce désir de voir coopérer nos élus, enfin ! Rien à voir avec un consensus mou, des petits arrangements entre copains, mais la nécessité d'avoir un lieu qui contienne et accepte la controverse et le débat plutôt que l'entre-soi confortable et l'exclusion de tous ceux qui ne pensent pas comme vous, transformés en adversaire infréquentables avec lesquels, même parler serait risquer de se faire contaminer, de se déshonorer.

L'abstention alors, comment la comprendre ? Comme un désintéret, une lassitude, un dégoût de la politique nous dit-on. Il y a certainement de cela. Mais il me semble qu'elle exprime aussi une réserve prudente, une situation d'attente, une contradiction forte entre le désir d'un changement *et* la difficulté d'être déloyal à son camp traditionnel. C'est dire que les abstentionnistes attendent de voir si ce qui sera mis en place va dans le sens de plus de la justice attendue par tous, mais dont les définitions sont si diverses que, si tous veulent plus de justice, personne ne veut la même ! L'abstentionniste ne veut pas s'opposer, mais il ne veut pas non plus s'engager dans une soutien qui pourrait être déçu, (ce qu'il connaît bien déjà et qu'il ne redoute guère), mais surtout qui le mettrait face à ses contradictions (vouloir tout et son contraire, sans renoncer à rien). Il se réserve donc le droit de désapprouver faute de pouvoir être certain d'approuver, certain en tout cas qu'il ne pourra pas tout approuver des réformes qu'il pense pourtant nécessaires.

Comme Emmanuel Macron n'a pas vraiment promis clairement quelque chose (ce qui rend difficile une opposition franche), sinon un réel changement (mais lequel ? et de quoi ?) et l'arrêt du jeu droite/gauche (mais comment ? et pour mettre quoi à la place ?), il est possible qu'il fasse mieux que ceux qui ont tant promis et n'ont jamais tenu... Surtout s'il résiste à cette demande de centralisation implicite qui imposerait au Président d'avoir les réponses à tout à la place de tous. Notre pays n'arrive toujours pas à admettre le dialogue et la controverse, c'est-à-dire la démocratie réelle qui suppose la décentralisation des pouvoirs.

Mais de quoi a-t-il besoin pour surmonter les épreuves qui l'attendent ?

L'art du politique : faire *avec* la trahison

La réponse que je propose, et que j'avais déjà soulignée dans une intervention auprès du Conseil Général des Yvelines le 11 janvier 2005, c'est que la qualité principale d'un (grand) homme politique, c'est sa capacité à faire avec la trahison. Dans ses deux sens possibles : c'est-à-dire d'être capable, lui, de trahir les siens ou sa parole (ce qui n'est pas la même chose que de ne pas tenir parole) et aussi de supporter d'être trahi par les siens. De Gaulle, de ce point de vue me semble exemplaire. Par deux fois, il a su trahir un lien d'appartenance pour défendre un projet : trahison en 40 de l'ordre militaire et déloyauté vis-à-vis de Philippe Pétain qu'il admirait pourtant, et re-trahison (prévue et calculée) de sa « France de Dunkerque à Tamanrasset » pour sortir de la guerre d'Algérie.

Mais il y a « trahison » et « trahison ». Dans les deux cas, la trahison suppose trois éléments : le traître, le trahi, et le motif de la trahison. Si on a l'habitude de ne voir que le dégoût et la condamnation unanime qu'attire le traître, on en oublie le troisième élément, qu'on pourrait appeler aussi « le projet ». Mitterrand a trahi la gauche mais pour rester au pouvoir. De Gaulle a trahi Pétain mais pour maintenir une certaine idée de la France, et il a trahi son alliée initiale, la droite de l'Algérie Française, mais pour ramener la paix.

Notre jupitérien Président semble bien parti. Comme Jupiter le séducteur en effet, il prend diverses apparences en fonction d'un projet qui n'est pas nécessairement au premier plan mais dont on sent qu'il fait, comme on dit, « bouger les lignes » même si on ne sait pas bien de quelles lignes on parle, ni dans quel sens finalement... La

nomination au poste de premier ministre de quelqu'un qui n'est pas, *a priori*, de son bord et qui a dit pis que pendre de lui pendant la campagne présidentielle est plutôt bon signe sur sa capacité à privilégier le projet plutôt que le pouvoir.

La prochaine épreuve qui l'attend, et sur laquelle il ne manquera pas d'être jugé, c'est sa promesse (malheureuse ?) de ne pouvoir garder comme ministre toute personne mise en examen. S'il a le malheur de faire comme Fillon, c'est-à-dire de se réfugier derrière la présomption d'innocence que suppose la mise en accusation pour ne pas appliquer la parole donnée, il aura trahi le projet (la justice), ce qui n'est pas la meilleure forme de trahison. Parti comme c'est, il semble qu'il doive, dans des délais qui risquent d'être courts, se priver au moins d'un ou de deux de ses ministres, qui ne manqueront pas à ce moment là de le traiter de « traître ». Fera-t-il alors passer les dettes électoralistes avant le courage politique, je n'en sais rien. Mais ce sera le début de la construction d'une possible confiance populaire, ou une bonne raison de mobiliser la rue.

Pour la suite, si cette première épreuve, incertaine mais probable, ne se présentait pas, c'est sur l'équilibre entre les efforts demandés aux uns et aux autres qu'il sera rapidement jugé. Si, une fois encore, les très-très riches (et leurs entreprises qui délocalisent leur production et leurs profits) sont épargnés, les très-très pauvres humiliés et les moyens-moyens pressurés, il n'aura fait que nous rapprocher d'un régime purement et durement autoritaire. Peu importe alors que ce dernier soit de droite ou de gauche, il sera totalitaire.

¹ Sur Mediapart, dans le blog de Bernard B. «La réaction sous le masque de l'anticapitalisme »

² JC Michéa « *Notre ennemi le capital* », Flammarion, Paris, 2017.

³ Mitterrand/Chirac (86/88), Mitterrand/Balladur (93/95) et Chirac/Jospin (97/2002)